

Conférence-débat du 28 avril 2009

*Une crise systémique dans son histoire.  
Les défis d'une monnaie commune mondiale.*

Conférence présentée par Paul Boccara, agrégé d'histoire,  
maître de conférences honoraire en sciences économiques.

La crise financière et bancaire de 2007 et 2008 aux États-Unis et dans l'Union européenne a débouché, sur une crise économique et sociale formidable avec une récession à l'échelle mondiale. Une récession, c'est-à-dire un recul de la production en 2009 ce qui ne s'était pas vu depuis l'entre-deux guerres mondiales, les années 1930. Précisément, après la crise systémique du capitalisme de l'entre-deux guerres et particulièrement dans les années 1930, puis la longue phase de croissance d'après-guerre, avec ce que j'appelle le capitalisme monopoliste d'État social, nous avons ensuite une nouvelle crise systémique avec une longue phase de tendance aux difficultés mais sans doute plus durable, plus profonde à partir de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Cette crise dure encore aujourd'hui et redouble d'intensité.

Cette nouvelle crise systémique est à la fois classique par certains aspects et très profondément originale avec notamment sa longueur indéterminée. Le tournant de 2008-2009 dans la crise s'exprime tout particulièrement dans les exigences nouvelles d'interventions publiques fortes et internationales. Ce besoin d'interventions publiques nouvelles pour sauver le système exprime la maturation de la crise systémique et la montée des défis d'issues par des transformations radicales. Cependant, avant de les évoquer, principalement au plan financier ce qui est tout à fait crucial, en allant jusqu'à la question d'une monnaie commune mondiale, il convient de considérer l'originalité historique très profonde de la crise systémique en cours qui serait liée à de véritables débuts de révolutions des opérations techniques et économiques. Je me réfère surtout pour cela à un grand nombre de travaux mais, surtout, à mon livre *Transformations et crises du capitalisme mondialisé. Quelles alternatives ?* publié en septembre 2008.

Je vais considérer trois parties :

1. Le problème des crises systémiques du capitalisme jusqu'à sa crise actuelle ;
2. Le début de révolution des opérations techniques et économiques dans le capitalisme mondialisé (avec l'opposition capital financier / modèle social) dans le tournant actuel de la crise du capitalisme.

3. Les défis de transformations radicales du système financier jusqu'à celui d'une monnaie commune mondiale pour une nouvelle civilisation.

---

### **1. Le problème des crises systémiques du capitalisme jusqu'à sa crise actuelle.**

- a) Le système capitaliste est en crise : nous disons aujourd'hui crise systémique, du temps du début des travaux sur la crise du Capitalisme monopoliste d'État nous disions crise structurelle. Pourquoi ? Parce que l'on parle, comme Marx d'ailleurs, de système économique et le système capitaliste selon Marx comprend trois ensembles d'éléments, intimement liés entre eux et ce sont ces trois ensembles d'éléments qui sont en crise. Les deux premiers ensembles sont bien connus et sont déjà repérés avant Marx mais le troisième, qui est le plus important, est au cœur du capital et souvent négligé. Le premier ensemble concerne ce que l'on appelle la structure économique ou les rapports sociaux de production, avec au cœur les rapports entre entrepreneurs capitalistes et salariés de la production. Le second concerne ce qu'on a appelé les forces productives, ou plus exactement les opérations techniques de transformation de la production et de la reproduction issues, d'après l'analyse de Marx, de la révolution industrielle. Le troisième ensemble, qui relie les deux, concerne la régulation du système, les règles du marché, le réglage des gestions et des politiques économiques et, surtout, les régulateurs du taux de profit du rapport profit / capital.
- b) Les contradictions des trois ensembles du système capitaliste et les crises systémiques. Il y a des contradictions dans la structure entre entrepreneurs capitalistes et travailleurs exploités pour produire la plus-value et les profits des capitaux, mais cela se relie aux contradictions technologiques du système. Ce sont les contradictions entre les machines-outils, remplaçant les mains des travailleurs. Ces contradictions des deux premiers ensembles du système s'expriment tout particulièrement dans les contradictions du troisième ensemble et notamment du régulateur du taux de profit. En effet, avec l'incessant remplacement des êtres humains par des plus gros moyens matériels, on aboutit à l'excès d'accumulation des capitaux matériels remplaçant les

travailleurs à l'origine des profits. Cela conduit à ce que Marx a appelé la suraccumulation des capitaux, qui se traduit notamment dans la surproduction et des crises périodiques avec des baisses du taux de profit, des faillites, des fermetures, du chômage. Cela concerne, non seulement les crises de surproduction, plus ou moins décennales, mais aussi les longues phases de difficultés, comme la crise de l'entre-deux guerres. Il existe donc une tendance à la suraccumulation des capitaux très profonde, très durable, avec d'anciennes technologies et un chômage massif. La suraccumulation durable des crises systémiques renvoie principalement à l'élévation excessive des moyens matériels dans les technologies existantes par rapport aux travailleurs salariés. Cela renvoie aux limites de progression de la plus-value ou du profit dans les conditions technologiques et sociales existantes. C'est pourquoi la réponse à travers les restructurations et les difficultés du système capitaliste (ralentissement de la croissance, un chômage massif), va consister en de nouvelles technologies économisant les moyens matériels et pas seulement les travailleurs, et aussi en des efforts pour relever le rapport profit / salaire, à augmenter les profits dans la valeur ajoutée. Cependant ces économies massives, non seulement de travail mais aussi de moyens matériels par rapport à la production et du travail contenu dans les moyens matériel, vont contribuer à développer un chômage massif durable. Ensuite, le recul relatif des accumulations de moyens matériels et la recherche de relèvement du taux de profit participe aussi à pousser les accumulations financières de tendance spéculative. Mais la tendance à toutes ces économies de facteurs de productions, par rapport à la production, relance gravement les insuffisances de la demande globale (investissement et consommation). À l'issue de l'entre-deux guerres la sortie de la crise systémique va consister, travers les luttes sociales, à la création de nouvelles institutions pour relever la demande globale, avec les technologies nouvelles en faisant reculer l'exigence de rentabilité dans d'importants secteurs de l'économie. C'est le cas après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale avec les nationalisations et avec le développement des services publics et de la sécurité sociale, cela malgré la persistance de la domination des groupes monopolistes dans

ce que l'on appelé le capitalisme monopoliste d'état social qui a permis la croissance. Mais on repart, de nouveau, un quart de siècle après, vers d'énormes excès d'accumulation matériel et vers une nouvelle crise systémique beaucoup plus profonde, tellement profonde qu'il y a de véritables révolutions technologiques qui mettent en crise le système tout en le mondialisant et l'étendant au maximum d'une façon tout à fait incomparable par rapport à l'entre-deux guerres.

## **2. Le début des révolutions techniques et économiques dans le capitalisme mondialisé et l'opposition capital financier / modèle social dans le tournant actuel de la crise du capitalisme.**

- a) Le début des révolutions, des opérations techniques, économiques et leur portée. Les transformations extrêmement profondes désormais dans les opérations techniques entraînent des bouleversements sans précédent et des crises des structures et de la régulation des deux autres ensembles du système, d'où la crise systémique. Au plan économique, cela concerne trois véritables révolutions : la révolution informationnelle, la révolution monétaire et la révolution écologique. La révolution informationnelle (on peut dire révolution parce que ce n'est pas une étape dans la révolution industrielle comme il y a eu une série d'étape, avec le remplacement de la main) se distingue radicalement de la révolution industrielle caractéristique de l'évolution du capitalisme, même si elle tend à s'achever dans la période historique en cours. Ainsi, en même temps que l'on a une nouvelle révolution, l'ancienne s'achève, de même que s'achève l'industrialisation du monde entier.

Au cœur de la révolution industrielle, on a le développement de la « machine-outil », remplaçant de plus en plus les mains des travailleurs, contrairement à l'artisanat médiéval, en allant par étape vers l'automatisation. Cela entraîne l'importance du travail d'exécution pour servir les machines, mais aussi le développement de la science positive appliqué à l'industrie pour maîtriser des moyens matériel qui dépassent le corps humain et les exigences de progression de la qualification des travailleurs, des cadres, des ingénieurs, etc... très peu nombreux à l'époque de Marx. On aboutit finalement à la révolution informationnelle de nos jours, où

l'on a, avec les ordinateurs, un remplacement de certaines opérations du cerveau des êtres humains. Avec cette révolution technologique fondamentalement autre, on a un processus historique d'achèvement de la révolution industrielle

- achèvement technique avec les débuts de remplacement complet de la main, avec ce que l'on appelle l'automation, car la main résiste parce qu'il y a un cerveau derrière, on le voit quand il faut remplacer ce qu'on appelle des OS avec la robotisation, même pour des opérations simples.
- achèvement géographique, grâce à la diffusion des informations, avec l'industrialisation du monde entier. Tandis que par ailleurs, les services sont devenus prédominants dans les pays développés, par rapport à la production industrielle.

Les implications fondamentales sont très contradictoires. D'un côté c'est le chômage massif qui est relancé avec des économies formidables, non seulement des êtres humains mais des moyens matériels, mais aussi des moyens matériels moins importants relativement dans les services que dans l'industrie. Ensuite, nous avons la précarisation avec les vagues des nouvelles technologies. On a aussi un développement sans précédent des entreprises multinationales, favorisant la privatisation, la marchandisation avec l'industrialisation du monde entier. En effet, avec la révolution informationnelle, les informations, comme les résultats d'une recherche scientifique, deviennent prédominantes or une information est radicalement différente d'une machine-outil. Une machine-outil est ici ou là, et c'est la base d'une propriété privée. Mais une information, comme une recherche, peut être partagée à l'échelle du monde entier – (du coup d'ailleurs les entreprises publiques, comme EDF, si elles veulent résister, doivent devenir des multinationales). C'est réalité fournit une base profonde à l'utilisation réactionnaire des nouvelles technologies par la privatisation. Mais cette situation est ambivalente parce que si on partage pour concurrencer on ne partage pas avec les travailleurs. C'est donc une situation antagoniste qui demande des dépassements et qui engendre l'approfondissement de la crise systémique. Les capitalistes vont s'appuyer sur cela pour développer la privatisation, la

marchandisation, avec le recul de la crise des secteurs publics de production et de financement. La révolution informationnelle pousse aussi à la progression du marché financier, pour contrôler d'immenses ensembles multinationaux, financer des nouvelles dépenses informationnelles avec l'explosion des actions et des crédits pour les actions.

Cela s'articule à la deuxième révolution aussi importante mais que l'on néglige et que j'appelle la révolution monétaire. Là aussi c'est la suite de toute l'évolution du capitalisme. Il s'agit du décrochement de la monnaie par rapport à l'or de 1971 à 1980. Après 1980, c'est fini, alors qu'il y a eu une spéculation sur l'or (comme dans les autres crises) de 1967-68 jusqu'à 1980, le dollar va devenir la monnaie universelle, c'est-à-dire acceptée partout. Une sorte de monnaie commune mondiale de fait. Et la création du dollar qui semble sans limite, contrairement quand il y avait l'or et c'est la base de l'immense capital financier de la spéculation et y compris du tournant actuel avec la crise financière. Et enfin, avec tout le circuit en dollar, il faut considérer la révolution écologique, qui ne se réduit pas aux pollutions devenues intolérables avec les risques sur le climat, mais aussi les nouveaux domaines de l'espace, à la profondeur des mers et au biologique. Cela active également le besoin de coopérations, sans précédent, à l'échelle mondiale d'économies de moyens matériels mais à l'opposé des dominations monopolistes des firmes multinationales.

- b) L'exacerbation de l'antagonisme « capital financier / progrès du modèle social » tel qu'on le voit dans le tournant récent de la crise du capitalisme mondialisé.

La crise financière de 2007-2008 et ses prolongements expriment l'exacerbation de l'antagonisme entre capital financier et progrès du modèle social, avec l'accélération et la maturation des révolutions des opérations techniques. En effet, c'est sur cette base qu'on peut comprendre l'explosion spéculative sans précédent sur les titres des crédits immobiliers, leur énormité, leur gonflement, et leur chute et l'énorme crise bancaire.

Des spéculations, il y en a eu tout le long de l'histoire. Une spéculation requiert au moins trois éléments. Une masse de fonds monétaire disponible et très élastique ; une exigence

de haute rentabilité hors des accumulations productives ; un fort besoin de produits sur lesquels spéculer (une forte demande). En ce qui concerne les fonds, leur disponibilité formidable renvoi à la fois aux économies de facteurs avec l'accélération de l'élévation de la productivité de la révolution informationnelle, et à la création extraordinaire du dollar (désormais coupé de l'or) pour d'immenses crédits qui démultiplient ses disponibilités, à très bas taux d'intérêt pour commencer, et à l'échelle internationale, avec la vente des crédits titrisés (transformés en titres qui se revendent). En ce qui la concerne l'exigence de rentabilité, renvoie aux énormes profits liés aux nouveaux produits de la révolution informationnelle et à la mise en concurrence des salariés du monde entier avec les délocalisations (salaire chinois contre salaire européen...). Tous ces relèvements de rentabilité vont pousser à des exigences de rentabilité encore plus grandes pour la spéculation. En ce qui concerne le besoin de produits, dont les prix vont monter avant de s'effondrer, il s'agit du besoin populaire de logements, avec notamment le recul du financement public, du logement social avec la privatisation – aux États-unis toute la privatisation a joué, y compris les privatisations des institutions du crédit hypothécaire qui étaient public et qui sont devenues recherche de rentabilité. Nous avons toute cette opposition entre capital financier et social, et par exemple on n'a pas seulement l'opposition travailleurs exploités contre leur salaire par les capitalistes d'entreprises on a l'explosion des salaires eux-mêmes avec l'endettement des salariés. On exploite les salaires eux-mêmes et avec l'endettement pour leurs besoins de consommation. Il faut y ajouter la remontée du chômage massif, la précarisation, pour la première fois depuis l'entre-deux guerres, le recul de la production à l'échelle mondiale. Les chiffres annoncés partent de 0,5% à 0,1°, voire -1,7% malgré la croissance affaiblie des pays émergents. Autrement dit en 2009 on peut atteindre 2,5% / 3% dans les pays développés. On a seulement -2% pour la moyenne des pays émergents mais -6,5% pour la Chine, qui faisait 11, 12% et avec les campagnes qui se dépeuplent si elle fait – de 8% le chômage progresse alors elle fait 6,5%. Et le BIT<sup>1</sup>, fin janvier

---

<sup>1</sup> BIT : Bureau international du travail

2009, dit il y a 210 à 240 millions de chômeurs officiels dans le monde, et plus d'un milliard de précaires sur les trois milliards d'actifs, sans compter 200 millions de travailleurs pauvres et 90 millions extrêmement pauvres, à la limite de la survie. Les pressions s'aggravent contre la progression des services publics et contre les emplois dans les services publics, et l'opposition fondamentale dans ce système entre prélèvements publics et sociaux – impôts / cotisations qui ne cessent de pousser sans jamais casser.

### **3. Les défis de transformations radicales du système financier jusqu'à celui d'une monnaie commune mondiale pour contribuer à une nouvelle civilisation.**

a) Avancer vers d'autres règles et buts du système monétaro-financier. Les énormes soutiens publics des banques, apportent des liquidités et des fonds propres mais n'ont pas encore supprimé les grandes difficultés de crédit bancaire. Le G20 du 2 avril à Londres, il a été obligé de laisser de la place aux pays émergents. L'augmentation des plans de relance, évoquée par les États-Unis pour les pays de l'Union européenne a été refusée. En raison de la crainte, de trop d'endettement public et d'une baisse de l'euro par rapport au dollar. Ils sont collabo et rivaux avec les États-unis, collabo principalement – on l'a vu au G20 : sauver le capital financier, mais nos capitaux financiers et les vôtres, même s'il y en a qui sont mixtes et interpénétrés et il faut passer de rivaux à opposition / développement sociale (d'ailleurs c'est valable pour les européens comme pour les chinois). D'ailleurs le Royaume-Uni, qui n'est pas euro, la livre sterling va être dévissée, effondrée, tellement effondrée avec l'immense soutien public que le deuxième plan de relance qui était prévu va être supprimé. Ils n'ont pas pu passer l'emprunt public, en entier, en Angleterre. D'ailleurs nous avons plein de problèmes dans l'Union européenne (Espagne, Grèce...) qui ne peuvent pas dévaluer leur monnaie, parce que c'est l'euro mais du coup ils tapent sur leur salaire, comme en Espagne, d'où aussi une concurrence salariale. Ou encore les taux d'intérêts des dettes publiques s'élèvent, en Grèce, en Italie, en Espagne par rapport à l'Allemagne. Même la France c'est un peu plus élevé qu'en Allemagne. Il y a plein de tension dans la zone euro malgré l'euro. Par contre l'insistance sur les contrôles paradis fiscaux, il y a eu

beaucoup de baratins et de petites mesures, mais quand au fonds spéculatifs encore moins, parce que même les États-unis comptent sur eux pour acheter les actifs dits toxiques des banques. D'ailleurs c'est une pièce fondamentale du système tel qu'il est maintenant.

Tout cela fait monter l'exigence de transformations beaucoup plus radicales et la question la plus décisive pour les transformations radicales c'est celle de nouveaux critères de crédit et de la création monétaire, avec des changements très profonds des institutions monétaires et financières.

Les banques centrales ont baissé les taux d'intérêts, les banques centrales refinancent les autres banques dans la création monétaire. *La Federal reserve* des États-Unis pratique un taux d'intérêt à 0,25% (c'est presque 0). La banque d'Angleterre un taux à 0,50% et la BCE à 1,25%. Mais baisser les taux ne suffit pas, contrairement à ce que l'on dit à gauche et à droite, parce qu'on peut les utiliser pour spéculer. Et les banques, malgré des taux de financement abaissés des banques centrales, pour restaurer leurs marges et leurs profits font des écarts et des taux plus élevés. Nous disons crédit sélectif, c'est la chose la plus originale, des taux d'intérêts très abaissés (jusqu'à 0 et même négatifs – cela a existé dans les années 1960) pour les investissements (donc des crédit à long terme) réels, matériels et de recherche avec des taux d'autant plus abaissés pour ces investissements que l'on fait de bons emplois stables et des formations de qualification. Cela dit, le problème concerne toutes les institutions car il faut partir du niveau local. Nous proposons donc des fonds régionaux qui ont été mis en place dans les régions à majorité de gauche, malheureusement ceux-ci ont souvent été utilisés pour faire des cadeaux aux entreprises sans contrepartie valable. Nous voulons des fonds régionaux avec des critères sérieux pour baisser les taux d'intérêts grâce à des fonds publics, mais pour les investissements réels favorisant l'emploi et la formation. Ce ne sont pas des cadeaux mais une façon d'orienter l'utilisation des profits, de contrôler. Et ensuite, au plan national, nous proposons la création d'un pôle public financier. Cette idée de pôle public financier national monte très fort en France. Il serait constitué par la caisse des dépôts, non privatisée, les caisses d'épargne, même au

regard de tout ce qui leur arrive, la Banque postale, les banques mutualistes mais aussi des banques nationalisées importantes, stratégiques, par seulement Dexia qui est franco-belge. C'est compliqué, en Angleterre il y a vraiment de véritables nationalisations, même aux États-unis, en France non. Au niveau européen, la coordination des interventions fait défaut : elles sont en partie désordonnées, concurrentielles, rivales... Le rôle de la banque centrale européenne devrait être déterminant. Elle doit être contrôlée politiquement, démocratiquement pour qu'elle ait une mission d'emploi, alors qu'elle n'en a pas, contre l'inflation en priorité c'est-à-dire pour un refinancement pour le capital financier alors que la *Federal reserve* a une mission emploi.

b) Le quatrième niveau, c'est le niveau mondial, le problème du FMI et d'une monnaie commune mondiale. Il y a tous les défis, la banque mondiale, l'OMC, la banque des règlements internationaux mais la plus importante, de loin, c'est le FMI<sup>2</sup> qui a été créé en 1944. Le problème du FMI c'est sa démocratisation au-delà de la simple augmentation, déjà décidée, du rôle des pays émergents, en développement. Mais Dominique Strauss-Kahn dit « on va augmenter les pays émergents, mais pas question d'enlever la minorité de blocage des États-unis ». Et il ne suffit pas pour cela de faire comme la banque du sud (de l'Amérique latine) de se retirer du FMI.

Outre la question des pouvoirs, il y a tous les problèmes des ressources et de leurs utilisations. Certes, lors du G20, on a augmenté les ressources du FMI, ce qui n'est pas rien (une centaine de milliards apportés par l'union européenne, idem par le Japon et 250 milliards de droits de tirages spéciaux). Or ces DTS peuvent être l'embryon d'une monnaie commune mondiale mais les États-unis ne veulent pas qu'on les utilise car cela concurrence le dollar. J'observe que, à la veille du G20, le gouverneur de la banque de Chine a dit « il faut une nouvelle monnaie de réserve mondiale autre que le dollar et à partir des droits de tirages spéciaux ». Cela rejoint la proposition que je faisais personnellement avec les économistes communistes depuis 25 ans, depuis 1983. Timothy Geithner, le secrétaire d'état au Trésor,

---

<sup>2</sup> FMI : Fonds monétaire international.

Obama, lui-même, sont intervenus « pas question que le dollar ne soit plus la monnaie de réserve, nous sommes le leader-ship... ». Mais ils ont dit s'agissant des DTS « on peut discuter » et effectivement ils ont lâchés un peu. Les Droits de tirages spéciaux, c'est une véritable création monétaire par le FMI, bien qu'il faille avancer sur les critères. Les critères, ce ne sont pas seulement les critères d'un autre crédit dont j'ai parlé (fonds régionaux jusqu'à FMI avec les refinancements dans l'autre sens FMI / banque centrale, banque centrale / banque nationale, fonds régionaux), c'est aussi, et ça on le néglige énormément, parce qu'il y a d'énormes ignorances sur la monnaie et sur les banques. L'ignorance est entretenue systématiquement, c'est trop difficile. Prendre des titres d'emprunts publics affectés socialement c'est autre chose que le crédit. Il y a le crédit pour emploi / formation et il y a le développement des dépenses publiques et des services publics qui est la chose la plus importante en ce qui concerne les biens et services communs de l'humanité (de l'alimentation à l'écologie, à la culture, à la santé...) La *Federal reserve* a décidé de prendre des titres publics, les banques d'Angleterre aussi, alors que le Traité auquel nous avons dit Non, dit expressément « la BCE ne pourra pas prendre des titres publics ». Cela veut dire qu'ils n'en veulent pas mais c'est possible. Outre tout ce que j'ai dit sur le crédit, cette grande question importante des titres d'emprunt publics pour les services publics et le progrès social est fondamentale.